



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

**BOAMP.fr**

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

## Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:26-61068>

Département(s) de publication : **29, 56**

Annonce n° **26-61068**

Services

---

### Section 1 - Identification de l'acheteur

**Nom complet de l'acheteur :** CONCARNEAU CORNOUAILLE AGGLOMERATION

**Type de Numéro national d'identification :** SIRET

**N° National d'identification :** 24290076900124

**Ville :** CONCARNEAU

**Code postal :** 29900

**Groupement de commandes :** Non

**Département(s) de publication :** 29, 56

### Section 2 - Communication

**Lien vers le profil d'acheteur :** <https://marches.megalis.bretagne.bzh/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=235504&orgAcronyme=a2p>

**Identifiant interne de la consultation :** 26-05-01\_AC\_CATALOGUE

**Intégralité des documents sur le profil d'acheteur :** Oui

**Utilisation de moyens de communication non communément disponibles :** Non

**Nom du contact :** Service Commun Commande Publique CCA

**Adresse mail du contact :** marches@cca.bzh

**Numéro de téléphone du contact :** 0230970666

### Section 3 - Procédure

**Type de procédure :** Procédure adaptée ouverte

**Conditions de participation :**

- **Aptitude à exercer l'activité professionnelle - conditions / moyens de preuve :** Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes : Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L.2142-1, R.2142-3, R.2142-4, R.2143-3 et R.2143-4 du Code de la Commande Publique : - Si la situation du candidat le justifie, la copie du ou des jugements prononçant le redressement judiciaire, - Les documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée pour engager la société, si la personne signataire n'est pas le représentant légal de la société. Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise : - Déclaration sur

l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner. - Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail.

- **Capacité économique et financière - conditions / moyens de preuve** : - Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles. - Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels.
- **Capacités techniques et professionnelles - conditions / moyens de preuve** : - Une présentation générale de l'éditeur. - Liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat.

**Technique d'achat** : Accord-cadre

**Date et heure limite de réception des plis** : 17/07/2026 à 12:00

**Présentation des offres par catalogue électronique** : Interdite

**Réduction du nombre de candidats** : Non

**Possibilité d'attribution sans négociation** : Non

**L'acheteur exige la présentations de variantes** : Non

**Identification des catégories d'acheteurs intervenant (si accord-cadre)** : Musée de Pont-Aven

## Section 4 - Identification du marché

**Intitulé du marché** : Conception, édition et diffusion de catalogues d'expositions temporaires pour le Musée de Pont-Aven

**Code CPV principal - Descripteur principal** : 79970000

**Type de marché** : Services

**Description succincte du marché** : Conception, édition et diffusion de catalogues d'expositions temporaires pour le Musée de Pont-Aven

**Lieu principal d'exécution du marché** : Musée de Pont-Aven

**Durée du marché (en mois)** : 48

**La consultation comporte des tranches** : Non

**La consultation prévoit une réservation de tout ou partie du marché** : Non

**Marché alloti** : Non

## Section 6 - Informations Complémentaires

**Visite obligatoire** : Non

**Autres informations complémentaires** : L'accord-cadre avec un minimum et un maximum est passé en application des articles L.2125-1 1°, R.2162-1 à R.2162-12 du Code de la Commande Publique. Il donnera lieu à la conclusion de marchés subséquents. Les marchés subséquents seront des marchés ordinaires.

**Étendue de la consultation** : Les marchés subséquents issus du présent accord-cadre seront attribués dans les conditions définies au CCAP. L'attribution du premier marché subséquent est concomitante à la sélection des attributaires de l'accord-cadre. L'analyse des offres techniques et financières proposées permettra : • De sélectionner les 5 titulaires de l'accord-cadre (sous réserve d'un nombre suffisant d'offres) ; • D'attribuer le premier marché subséquent au prestataire ayant proposé l'offre économiquement la plus avantageuse. **Développement durable** : Cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère environnemental dont le détail est indiqué dans le CCAP et le CCTP, comme suit : Critère d'exécution - Données techniques des ouvrages. Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante : 1-Valeur technique (note d'intention, description, calendrier prévisionnel, qui devra développer les sous-critères ci-dessous et suivant les stipulations des CCTP et leurs annexes). 50 % - 2-Prix des prestations. (40 %) - 3-Valeur environnementale (jugée sur la base d'une note précisant l'approche environnementale, mesures

proposées par le candidat en faveur de la neutralité environnementale de son activité : mesures liées à l'impression, optimisation de la fabrication, organisation globale responsable ...). (10 %) Les sous-critères des critères technique et prix sont détaillés au Règlement de la Consultation du DCE.

---

**Date d'envoi du présent avis à la publication : 19/06/2026**